

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE

Investir massivement dans le social, prioritairement dans la santé et l'éducation

Augmenter les salaires des professionnels de santé : après avoir applaudi à nos fenêtres, le temps de la valorisation réelle. **Lutter contre les déserts médicaux** (*personne ne doit être à plus de 15 min d'un médecin*), et investir dans le système hospitalier et les métiers du soin essentiellement assumés par des femmes.

Fonder une grande « Sécu » universelle gérée démocratiquement

Consécration du principe des cotisations sociales payées à la source sur le salaire brut et super-brut (salaire net plus cotisations salariales et patronales) ; budget séparé et intouchable, ajusté en fonction des seuls besoins de la population ; pour les indépendants, cotisations volontaires de même niveau, dans le même cadre.

- **Pré-affectation obligatoire des cotisations** à des caisses ^[1]_[2] dédiées (maladie, accidents du travail, retraite, logement, famille, handicap, jeune, dépendance) gérées démocratiquement par des représentants des salariés et usagers au sein d'une grande « Sécu universelle » restaurée, financée exclusivement par des cotisations proportionnelles aux salaires et plafonnées
- **Elections aux huit caisses de Sécu** (« un assuré, une voix ») tous les cinq ans des représentants usagers, groupées avec les prud'hommes et fixant la représentativité syndicale.

Réunir des états généraux de la santé, où les organisations syndicales auront toute leur place pour :

- **Prioriser la santé publique**, le développement des hôpitaux publics, des Ehpad publics, de la prise en charge des handicaps et maladies orphelines, des maisons de santé publiques, des médecins et organismes de prévention scolaire et enfance
- **Engager une campagne de recrutement** et de formation des soignants et AESH,
- **Fixer l'effort budgétaire / investissements massifs** nécessaires dans le service public de la recherche, les hôpitaux et les EHPAD afin que plus jamais l'impréparation connue en 2020 face à la pandémie ne se reproduise ; prise en charge intégrale par un service public spécifique de la dépendance avec nouvelle cotisation « Sécu » ad hoc ;
- **Mettre en place d'un grand service public de la recherche et du médicament** ; relocalisation et contrôle de la production des grands groupes pharmaceutiques ;
- **Annuler les dettes des hôpitaux** et suppression de la tarification à l'activité

Convoquer des d'états généraux de l'enseignement pour reconstruire la grande école publique dont le pays a besoin, de la maternelle à l'université, en assurant sa vocation républicaine, l'épanouissement et l'émancipation de la personne humaine et réduire les inégalités sociales :

- **priorité sera immédiatement donnée à l'éducation publique** en termes de budgets, y compris de formation
- **revalorisation forte des salaires des enseignants ;**
- **objectif, grâce un effort massif de recrutement d'enseignants**, de 25 élèves maximum par classe en tendant vers 15, et 10 pour les sections de « décrocheurs », 15 dans les sections maternelles qui scolarisent les élèves de deux ou trois ans, 12 dans les CP et CE1 en éducation prioritaire ;

Construire un secteur public puissant

C'est à la fois un moyen de redistribuer les richesses et de faciliter l'activité de toutes les entreprises :

- **renforcement, extension et consolidation de l'ensemble des services publics** ; marche vers une économie mixte avec un puissant secteur public encadrant et entraînant le secteur privé, dès lors que certaines activités sont décisives
- **création de centaines de milliers d'emplois** d'enseignants, de cheminots, d'infirmiers, d'aides-soignants, de personnels qualifiés pour les maisons de retraites et les crèches, d'éducateurs spécialisés, d'assistants sociaux, d'agents de la force publique, de douaniers ou encore de personnels d'inspection (Trésor, Impôts, Travail...), etc.

Assurer un logement décent pour tous :

- **droit au logement réellement opposable**, lutte contre les expulsions, contre les ventes à la découpe ;
- **contrôle des loyers et des prix du foncier** pour consolider la loi SRU qui prévoit 25 % de logements sociaux ;
- **aides à la fin des passoires énergétiques.**
- **mise en place d'une agence d'accueil et de logement des SDF**, des victimes d'accident de la vie et des migrants primo arrivants.

Jean-Claude Branchereau